



LA CRISE EUROPEENNE : LE BESOIN DE RENFORCER LA CITOYENNETE PARTICIPATIVE ET LA GOUVERNANCE LOCALE. VERS L'ANNEE EUROPEENNE DE LA CITOYENNETE 2013

Aujourd'hui, l'Europe est bien plus différente qu'au début de l'année dernière. A ce point, il est difficile prévoir son évolution en 2012. La crise financière, qui a touché les économies de tous les pays-membres et encore pire la zone-euro, est le point principal sur l'agenda des divers sommets européens. Néanmoins, l'économie n'est pas la seule victime de cette dernière année mais aussi la vision que les citoyens ont du projet européen.

L'opinion publique caractérise l'UE comme un projet qui punit les pays « faibles ». On parle de la vieille habitude des pays-membres de lui donner de « bouc émissaire ». En ce qui nous concerne, le projet européen est celui d'un espace commun de paix et de prospérité, mis en péril en 2011 par la crise et les mesures anti-crise.

La participation citoyenne aux difficiles décisions futures de l'UE ne peut pas être bloquée « jusqu'au point où la crise sera surpassée ou combattue ». Toute solution devrait intégrer une approche participative et considérer les citoyens, ensemble à la société civile, d'être capable de comprendre et d'aborder les problèmes. Il est nécessaire de donner aux citoyens, à la citoyenneté participative et à l'identité européenne une place plus importante sur l'agenda.

Le besoin de relancer le projet européen et l'identité européenne, basés sur des objectifs et des valeurs communs, sera accentué de plus lorsque la situation se montrera encore plus dure dans le futur. Ce qui devra guider le futur processus décisionnel de l'Union européenne est la convergence de ses ressources vers les droits de l'homme, la démocratie, une société participative et une approche du « bas vers le haut ». Cette convergence devra toucher l'espace communautaire mais aussi les politiques pour les pays voisins (Partenariat oriental et Med) et le processus d'élargissement.

Aujourd'hui de plus, l'UE doit être vue comme une société de choix et des valeurs, pour ne pas être écrasée sur le poids de nos budgets, néanmoins importants. Une telle approche devra accorder plus de valeur et des ressources au programme « l'Europe pour les citoyens » (et pas le contraire) mais aussi plus de ressources à la gouvernance locale et à la participation de la société civile aux programmes de coopération de l'UE. Autrement, une fois la crise financière finie, nous allons nous trouver dans une situation où personne ne veut plus faire partie du club...

L'année prochaine et la période 2014-2020 nous réservent beaucoup de choses à faire. Mais avant tout, il faut se concentrer sur l'Année de la citoyenneté 2013 pour la préparer le mieux possible. Surtout, il va falloir faire du lobby pour essayer la transformer dans l'année de l'Identité et de la citoyenneté européenne, et éviter présenter la citoyenneté uniquement dans son sens général. Nous devrions encourager les parties-prenantes à voir cette année européenne

comme une occasion importante et opportune pendant cette période de mesures strictes et douloureuses qui nous affectent tous.

Antonella Valmorbida
Directrice de l'AADL



EN 2012, L'AADL POURSUIVRA SES EFFORTS DE PROMOTION DE LA DEMOCRATIE, DU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES MINORITES, ET DE L'ETAT DE DROIT

Chers membres et amis de l'AADL,

La fin de l'année 2011 s'approche et, comme dans le passé, nous pouvons nous réjouir parce qu'elle a été extrêmement satisfaisante pour notre association. La même chose pour les Agences de la démocratie locale. En effet, nous avons ouvert la treizième Agence à Gyumri, en Arménie. Actuellement nous adressons les détails techniques pour qu'elle soit opérationnelle début 2012. L'ADL Kosovo à Pejë/Pec a été confirmée et elle est déjà opérationnelle. De plus, l'AADL s'est présentée comme une collaboratrice proche du Partenariat oriental de l'UE. A ce but, elle travaille beaucoup avec les acteurs non-étatiques biélorusses en appuyant la démocratisation nécessaire du pays.

Nous avons été très actifs sur les questions de citoyenneté participative. Notre Assemblée générale a été organisée ensemble à une conférence sur le volontariat, au sein du projet Stand-Up, pour promouvoir la coopération entre les autorités locales et la société civile sur les conséquences négatives de la crise financière. Une autre activité liée à la citoyenneté participative a été organisée au sein d'un autre projet, sur la Mémoire active comme outil pour garantir la paix future de l'Europe.

L'année à venir promet d'être également fructueuse. Nous allons continuer avec les activités déjà de routine mais nous souhaitons aussi nous engager de plus avec des partenaires de la région méditerranéenne, et d'offrir notre aide et notre expertise à la société civile des pays du Printemps arabe. A ce but, nous avons établi plusieurs alliances avec des organisations aux objectifs similaires aux nôtres. De plus, nous espérons pouvoir poursuivre la bonne collaboration avec les institutions européennes et nos partenaires.

Plus récemment, les moyens média se sont beaucoup concentrés sur la crise de l'euro et ont même offert des prophéties fatalistes. Malgré le bruit de fond, nous ne devons pas oublier le rôle de l'Union européenne dans les derniers soixante-ans de paix et de prospérité. C'est l'essentiel ! L'Union poursuivra ses objectifs alors que l'AADL poursuivra la promotion de la démocratie, du respect des droits de l'Homme et des minorités, et de l'Etat de droit.

Je vous offre, au nom du Conseil d'administration et du personnel de l'AADL, nos meilleurs vœux de paix et de réflexion pour le Noël mais aussi vœux de santé et de bonheur pour la nouvelle année. Pour 2012, je souhaite votre collaboration sur ces questions importantes, respectivement sur les problèmes contre lesquels vous combattez au niveau local. De tout mon cœur, je vous remercie !

Per Vinther
Président de l'AADL



L'OUVERTURE DU BUREAU DE L'ADL KOSOVO, A PEJE/PEC (LE 21-22 NOVEMBRE 2011)

A travers les activités à venir, l'ADL Kosovo sera un pont vers l'Europe de la ville-hôte, Pejë/Pec, et du pays entier. Le 21 novembre 2011, les invités présents à la cérémonie d'ouverture de son bureau ont exprimé leur confiance.

Le Kosovo a besoin de l'Europe de la même manière dont l'Europe a besoin que les relations entre le Kosovo et la Serbie soient pacifiques. En effet, une voie diplomatique assurée représente la condition « sine qua non » pour la stabilité de la région entière. Dans ce contexte, L'ADL Kosovo souhaite jouer un rôle significatif.

A la cérémonie ont été présents M. le Maire de Pejë/Pec (ville-hôte et partenaire local de l'ADL) - Ali Berisha, M. le Président de Tavolo Trentino con il Kosovo - Maurizio Camin, le nouveau commandant du contingent italien au Kosovo et commandant du groupe multinational de combat Ouest KFOR (Kosovo Force) – Col. Andrea Borzaga, Mme. la Directrice de l'AADL – Antonella Valmorbida, et d'autres.

L'Accord de partenariat, qui régit les activités de base de l'ADL, a été finalisé et signé pendant la réunion. L'Accord confirme le rôle de chef-de-file de l'association « Tavolo Trentino con il Kosovo ». De plus, M. Elbert Krasniqi a été nommé directeur de l'ADL.

L'ADL est soutenue par l'AADL, sous les auspices du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, et par des partenaires locaux et internationaux.

La cérémonie de coupure du ruban a révélé le bureau de Shtëpia e Kultures comme point d'origine des projets et activités qui ont déjà une place sur l'agenda de l'ADL.

L'Agence au Kosovo a le soutien du réseau de l'AADL et des autres douze ADL, présentes dans les Balkans et dans le Caucase du Sud.

Dans le processus de démocratisation, de stabilisation et de développement du Kosovo, la décentralisation des pouvoirs et le développement des capacités locales mais aussi une société civile capable et active sont des éléments fondamentaux.

Dans le but de satisfaire ce besoin, l'ADL Kosovo développera des projets qui encourageront le dialogue entre les ethnies, la coopération internationale, la participation active de la société civile au niveau local de la communauté, mais aussi qui soutiendront le développement de la démocratie et la bonne gouvernance locale, et qui promouvoir le développement économique en trouvant des solutions aux problèmes et besoins de la population.

Les partenaires internationaux de l'ADL sont présents au Kosovo depuis plusieurs années. C'est bien le cas du chef-de-file, l'association « Tavolo Trentino con il Kosovo » (TCK ; présente en Italie et au Kosovo) qui travaille depuis dix ans avec la Ville de Pejë/Pec. Les autres partenaires de l'ADL (l'AiBi, Friends of the Children – Italie et Kosovo, RTM Reggio Terzo Mondo - Italie et Kosovo, l'association italienne Only Equal Rights, ALFA Formation –France et la ville turque de Yalova) étaient aussi déjà présents sur le territoire kosovar.

Les partenaires locaux de l'ADL sont la ville-hôte de Pejë/Pec et l'Association des villes de Kosovo (AKM).

Les partenaires internationaux devront assurer l'enveloppe financière de base, participeront aux activités liées à leur expertise et leurs capacités, encourageront leurs partenaires à participer à l'activité de l'ADL et promouvoir l'agenda de l'ADL au sein de leur communauté d'appartenance, dans le but d'augmenter la participation.

Pour l'ouverture du nouveau bureau de l'ADL a été organisée une conférence internationale, le jour anniversaire de la « Convention internationale des droits de l'Enfant » (ratifiée par l'Assemblée générale de l'ONU, le 20 novembre 1989). La conférence a été suivie, au Centre jeunesse, par une série d'activités pour les enfants et les familles de Pejë/Pec.



L'ADL A SISAK : 15 ANS COMME ACTEUR-CLE DE L'AFFIRMATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

« Les réformes que le gouvernement croate finalisera dans les vingt mois à venir, pour préparer le pays à l'adhésion européenne au moment juillet 2013, devraient être partagées avec la société civile (...) et les institutions européennes continueront à suivre la situation, chose essentielle pour l'achèvement du processus ».

L'avertissement direct de l'Ambassadeur-Chef de la délégation de l'UE à Zagreb, M. Paul Vandoren, a été donné pendant la cérémonie de célébration des quinze ans d'activité de l'Agence de la démocratie locale à Sisak.

Monsieur l'Ambassadeur Vandoren a fait l'éloge du travail de l'ADL pendant ces années difficiles et a remarqué le niveau de coopération avec l'administration publique, qui a produit des résultats significatifs. On peut mentionner « les 12 étoiles » accordés par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe à la ville de Sisak, pour son engagement au nom de la démocratie locale.

« Le dialogue, surtout celui au niveau local, devrait métamorphoser dans un partenariat, condition préalable pour la cohésion sociale et le partage de la responsabilité. Nous sommes conscients que le gouvernement croate a adopté plusieurs lois et qu'il a amendé la Constitution pour que la Croatie devienne membre de l'UE, mais la société civile n'est pas consultée. Le gouvernement doit changer cela dans les mois à venir. »

En réalité, cette affirmation n'est pas une surprise. Pour son adhésion au moment 2013, la Croatie sera suivie de très proche pour montrer qu'elle a achevé toutes les réformes nécessaires. Il est évident que l'adhésion de la Croatie ouvrira un nouveau chapitre pour les pays de l'Ouest des Balkans à vocation européenne et que, malgré quelques « eurosceptiques » ou « euro-réalistes », les attentes (surtout parmi la population) sont grande autour le processus.

Le progrès de la Croatie est évident. La ville de Sisak (dixième ville de la Croatie avec une population de 55.000 habitants et chef-lieu du comté Sisak-Mon Slavina), située sur la frontière avec la Bosnie-Herzégovine, est un exemple du progrès récent puisque son image n'est plus le même qu'il y a quinze ans, au moment de l'établissement de l'ADL.

Les ruines de la guerre, particulièrement significatives vers la Slavonie et la frontière avec la Bosnie, sur un territoire où l'armée serbe avait créé la République serbe de Krajina, sont un souvenir éloigné. Le processus de pacification et de démocratisation ont atteint des valeurs optimales.

« Je suis fier du succès de l'ADL et d'avoir été reconnu comme ville aux 12 étoiles. Malgré le rapport restreint au sein du processus de démocratisation, c'est bien un progrès pour notre belle ville de Sisak » aurait affirmé, pendant la cérémonie, M. le Maire de Sisak, Dinko Pintaric.

La cérémonie officielle a été organisée le dernier 4 novembre par l'ADL avec le soutien de l'Association des agences de la démocratie locale, du Congrès et de la ville. Parmi les participants se sont retrouvés Mme. Barbara Toce - membre du Congrès et Maire-Adjoint de la ville italienne de Pedasco, l'Ambassadeur belge en Croatie - son Excellence Mme. Nancy Adeline Marie Rossignol, l'Ambassadeur norvégien en Croatie – son Excellence M. Henrik Ofstad, le Président de l'AADL – M. Per Vinther, la Directrice de l'AADL – Mme. Antonella Valmorbida mais aussi M. Diego Bottacin – Conseiller de la région Vénétienne, pour plusieurs années Maire de la ville de Mogliano Veneto, chef-de-file du partenariat pour l'ADL.

« Dans ses quinze ans, l'ADL à Sisak a développé plus de cent projets en promouvant les valeurs de la tolérance, des droits de l'homme, du multiculturalisme, de la coopération, de la citoyenneté participative et du combat contre la discrimination. Pour ses projets, l'ADL a entraîné plus de 15.000 personnes, en devenant un acteur-clé de la société civile dans le développement démocratique de la ville et du comté de Sisak-Mon Slavina » affirmait Mme. Paula Rauzan, Présidente de l'ADL.

La conférence a marqué un moment spécial de réflexion sur le futur des trois ADL présentes en Croatie (on parle de Sisak, Osijek et Verteneglio-Brtonigla).

Madame Valmorbida, Directrice de l'AADL, affirmait : « Puisque la Croatie deviendra membre de l'UE en 2013, les ADL croates ne seront pas les mêmes d'aujourd'hui et leur mission sera différente. Surtout, il sera nécessaire d'approfondir la démocratie locale et les valeurs européennes. »

Une réflexion sur leur avenir a été lancée. Maintenant, il faudra crayonner avec leurs partenaires la forme et le contenu d'activités pour le moment après-adhésion.

L'ADL à Sisak a aussi organisé la réunion annuelle des délégués des ADL et la réunion annuelle des partenaires principaux des ADL (le 3-5 novembre 2011).



LE FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU PARTENARIAT ORIENTAL, PARTICIPANT PERMANENT AUX RÉUNIONS DES PLATES-FORMES DU PARTENARIAT ORIENTAL. DÉCISION PRISE À LA VEILLE DE LA 3-ÈME RÉUNION DU FORUM (à Poznań, en Pologne, le 28-30 novembre 2011)

Le Forum de la société civile du Partenariat oriental a été officiellement invité, aux réunions des quatre plates-formes thématiques du Partenariat, comme participant permanent. Cette décision a été annoncée à la veille de la troisième réunion annuelle du Forum de la société civile du Partenariat oriental (à Poznań, en Pologne, le 28-30 novembre 2011).

« C'est un des principaux résultats en matière de processus décisionnel. Ça marque la reconnaissance du travail des deux dernières années et une nouvelle opportunité pour le Forum, liée aux subventions que la Commission européenne allouera aux projets dans ce domaine » est l'opinion de Mme. Antonella Valmorbida, co-président du Forum et Directrice de l'AADL.

Pendant la dernière réunion de la plate-forme « démocratie, bonne gouvernance et stabilité » du Partenariat oriental (le 17 novembre 2011), les membres ont participé au débat fertile sur le rôle du Forum de la société civile dans les activités multilatérales du Partenariat oriental.

Les pays membres de l'UE et les partenaires de l'Est ont été ravis avec la nouvelle, annoncée par une lettre du Haut représentant de l'Union / VP de la Commission, Mme. Ashton, et du commissaire S. Füle.

La troisième réunion annuelle du Forum de la société civile du Partenariat oriental, organisée avec le titre « Un partenariat pour la réforme démocratique et l'intégration européenne », a réuni 300 participants et invités du secteur civil de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Biélorussie, de la Géorgie, de la Moldavie, de l'Ukraine et de l'UE. Sur l'agenda des trois jours, les participants ont pu trouver des questions comme l'engagement de la société civile au Partenariat oriental mais aussi les défis et les perspectives de développement du Forum de la société civile.

Le Forum de la société civile du Partenariat oriental a été créé en 2009, suite au sommet de Prague instituant le Partenariat oriental. Le Forum cherche le développement des organisations de la société civile et souhaite encourager les activités de réseau pour permettre un dialogue avec les autorités publiques. La première réunion du Forum a été organisée à Bruxelles, le 16-17 novembre 2009, alors que la deuxième a eu lieu à Berlin, le 18-19 novembre 2010.

La troisième réunion du Forum de la société civile a été prévue comme une activité de longue durée (prévue pour une durée entre 1,5 et 3 jours), soutenue par la Commission européenne – le Service européen pour l'action extérieure et surtout par le Ministère des affaires étrangères de la Pologne.

L'agenda du Forum a été complexe avec des multiples activités : des sessions plénières, des groupes de travail et discussion, des activités secondaires, des débats sur la forme du Forum et sur son enregistrement comme personne morale.

Le discours du Commissaire européen à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage, M. Štefan Füle, a ouvert le premier débat-organisé, « Vers la nouvelle stratégie du Partenariat oriental pour l'engagement de la société civile ».

Le Ministre des affaires étrangères de la Pologne, M. Radosław Sikorski, a présenté son discours sur le thème « Deux ans de Partenariat oriental et de Forum de la société civile » et il a présenté le prix journalistique du Partenariat oriental pour des reportages remarquables sur la démocratie, les droits de l'homme, la lutte contre l'abus de pouvoir et d'autres problématiques communautaires.

Pour plus d'information, n'hésitez pas à visiter www.eap-csf.eu/.



NOMINATION DE MME. VALMORBIDA COMME COORDINATRICE DU SOUS-GROUPE SUR LA GOUVERNANCE LOCALE ET LA RÉFORME ADMINISTRATIVE PUBLIQUE, AU SEIN DU FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU PARTENARIAT ORIENTAL

Madame la Directrice de l'AADL, Antonella Valmorbida, a été nommée coordinatrice du sous-groupe sur la gouvernance locale et la réforme administrative publique dans le Groupe de travail n°1 (démocratie et droits de l'homme) du Forum de la société civile du Partenariat oriental.

Les membres du groupe, réunis à la fin du forum annuel de Poznań, lui ont demandé de devenir coordinatrice du sous-groupe (en remplaçant M. Svyatoslav Pavlyuk, de l'Ukraine). Pour deux mandats consécutifs (selon les réglés), chacun pour un an, Mme. Valmorbida a été le représentant de l'UE dans le Conseil d'administration du Forum. Son deuxième mandat a été de co-président.
Pour plus d'information, n'hésitez pas à visiter www.eap-csf.eu.



L'AADL RENDE VISITE A L'UNIVERSITE DE BYDGOSZCZ

Le président de l'AADL, M. Per Vinther, a récemment rencontré le président de l'Université Kazimierza Wielkiego de Bydgoszcz, le Professeur Józef Kubik. A la réunion ont aussi été présents Mme. Aniela Bekier-Jasińska, Directrice du département de relations internationales, et Mme. Imysława Góraska, Doyen de l'Ecole de relations internationales de Bydgoszcz.

Le thème a été la collaboration potentielle de l'Université avec l'AADL pour des projets qui demandent la participation des autorités locales à côté des ONG, et pour lesquels le secteur académique représenterait une valeur ajoutée.

Une relation active avec le secteur de l'éducation et celui des affaires portera ses bénéfices à l'activité de l'AADL et des ADL de promotion de la démocratie, dans les villes-hôte et les communautés partenaires. L'Université a déjà de l'expérience dans des échanges académiques avec les pays voisins, y compris la Biélorussie. Cette expérience sera une valeur ajoutée aux projets que l'AADL propose. De plus, M. le Président Kubik a exprimé son désir à développer des relations avec d'autres universités européennes, membres de l'AADL.

Monsieur le Président a également rendu visite à l'Ecole de relations internationales de Bydgoszcz, affiliée au « Centre OTAN de formation interarmées » à Bydgoszcz et à l'Université. Le Doyen, Mme. Gorska lui a confirmé que l'Ecole est en train de développer sa politique multiculturelle et qu'une coopération avec les membres de l'AADL pourrait bientôt devenir réalité, surtout avec ceux spécialisés sur la multi-culturalité et les activités multiculturelles pour les enfants et les jeunes. Il faut aussi souligner que Mme. Gorska est l'ancien Secrétaire de l'AADL et donc très familiarisée avec ses activités.

En photo et de gauche à droite : Mme. Bekier-Jasinka, Prof. Kubik, M. Vinther et Mme. Gorska



L'AGENDA 2012 ET L'EVOLUTION DES ADL SUR L'AGENDA DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AADL (à Rome, le 18 novembre 2011)

L'Agenda 2012 et l'évolution des ADL ont été les deux thématiques principales de la réunion du Conseil d'administration de l'AADL, réuni à Rome au siège de la délégation de Frioul-Vénétie julienne (le 18 novembre 2011).

Le VP de la région Frioul-Vénétie julienne, Mme. Anna Maria Menosso, a offert les salutations de l'administration. Elle a mentionné, parmi les nombreuses initiatives de l'association auxquelles la région est partenaire, le soutien aux femmes de Monténégro dans un projet mis en œuvre avec l'Ecole de Gorizia (la région Frioul-Vénétie julienne est chef de file du partenariat qui soutient l'ADL Monténégro).

Le Président honoraire de l'AADL, M. Gianfranco Martini, et le représentant de la région Frioul-Vénétie julienne, M. Alessandro Perelli, ont été parmi les participants.

Le Conseil d'administration a débattu le projet de l'Agenda 2012 et le projet de budget mais aussi l'évolution des ADL. Concernant les ADL, des points importants ont été l'élargissement du partenariat et la situation des ADL croates (en continuation de la réunion de Sisak, du 3-4 novembre 2011), le cofinancement de l'activité mais aussi l'ouverture de l'ADL en Arménie et l'évolution du processus en Azerbaïdjan.

Un autre débat a été porté autour l'Assemblée générale 2012, à Triste (en Italie).



FORMATION SUR LE SERVICE VOLONTAIRE EUROPEEN – VALDAGNO (ITALIE), DE DECEMBRE A FEVRIER

L'AADL s'engage de plus en plus dans la promotion du volontariat comme méthode participative pour les jeunes générations et outil qui accroit le sentiment d'appartenance à la communauté locale et à celle communautaire. A ce but, l'association organisera

une session de formation à Valdagno, en Italie, à partir du décembre 2011.

La formation présente le Service volontaire européen (SVE), outil principal dans la dissémination du concept de volontariat à niveau européen et international. Le bénéficiaire est Studio Progetto, membre de l'AADL et structure active dans le domaine social, surtout dans les affaires touchant la jeunesse. Les participants seront les employés qui travaillent, pour leur activité, avec les jeunes. Les vingt heures de formation se concentreront à leur fournir des informations d'ordre technique et pratique mais aussi des outils nécessaires à la mise en œuvre remarquable de projets SVE. Le bénéficiaire souhaite contribuer à la construction d'une jeunesse participative et au rôle que les jeunes jouent dans la construction de l'Europe « de bas en haut ». Studio Progetto cherche à renforcer son activité à travers plusieurs opportunités de mobilité. A la fin de la formation, la structure italienne aura obtenu l'accréditation à l'envoi et à l'accueil. Nous ferons de notre mieux pour que le premier groupe à l'accueil et à l'envoi soient possibles en 2012. Tous ceux

intéressés par la formation, sont priés à contacter le coordinateur du département recherche et développement de l'AADL, M. Marco Boaria (marco.boaria@aldaintranet.org).



PARTICIPATION ACCRUE AUX PROJETS DE JUMELAGE : LA COMMISSION EUROPEENNE, PRETE POUR LA REFORME. LA CONFERENCE DU PROJET INTACT, A VENICE

Plus de participation, plusieurs pays, plusieurs débats sur les questions et les valeurs européens, c'est l'idée de la Commission pour la réforme du jumelage. Pour la période 2014-2020, la Commission confirme le budget de 30 millions par an pour le financement des projets de jumelage, avec le but final d'accroître le niveau de la performance. Toutes ces informations résultent du message de Mme. Anna Cozzoli – Département Citoyenneté de l'Agence exécutive « Education, audiovisuel et culture » (EACEA) de la Commission européenne, aux participants à la conférence internationale du projet INTACT, mise en place à Venise par l'AADL. Le « futur du jumelage » a été le thème centrale de la conférence car les jumelages et leurs parties-prenantes : les villes, les associations non-profit, les groupes économiques et les compagnies, s'intéressent d'avantage aux programmes qui soutiennent le partenariat public-privé (PPP). Les PPP, des nouvelles variations du jumelage, mettent l'accent sur les activités qui ont le potentiel de générer un développement économique et la prospérité de la population.

A Venise, les représentants des groupes nationaux partenaires (de la France, de la Bulgarie, de la Croatie, de la Hongrie, de la Roumanie, de Malte et de l'Albanie) et une grande délégation d'Italiens se sont concentrés sur ces questions. « L'Euro Info Veneto ramasse un nombre déjà significatifs de demandes de participation aux programmes et aux projets de Partenariat européen, aux nouvelles opportunités et aux outils de développement, de la part du secteur des affaires » aurait mentionné M. Gian Angelo Bellati, Directeur d'Unioncamere Veneto et d'Euro Info.

Comme souligné dans l'idée de réforme, le future du jumelage européen est assez positive mais il suppose : moins dîners et match de foot, plusieurs partenaires de plusieurs pays par projet, plusieurs compagnies, plusieurs réunions sur les questions européenne et le développement durable, tout pour favoriser l'échange des bonnes pratiques et des bonnes idées dans les territoires et au niveau central.

Madame Valmorbida, Directrice de l'AADL affirmait « qu'il est nécessaire renforcer la coopération territoriale transnationale pour garantir le développement uniforme du territoire européen et le renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale ».

Pendant les deux journées d'activité, les partenaires ont présenté les pratiques et l'expérience acquissent dans le domaine de la diplomatie urbaine, de l'assistance technique aux villes jumelées et au secteur privé.

Monsieur Massimo Ciullo, au nom du chef de file du partenariat pour l'ADL en Albanie, a affirmé que « le travail fait a mis le doigt sur le besoin et le désir de relancer des nouvelles perspectives et un nouveau contenu du jumelage car, même pendant la crise, tout contact international a le potentiel d'être bénéfique au développement économique ».

Les structures qui ont soutenu le rencontre de Venise sont le Conseil de l'Europe et les principaux acteurs économiques de la région Vénétienne : Eurosportello Unioncamere, la CIA - la Confédération italienne des agriculteurs représentée par le Président régional, M. Daniele Toniolo, la CAN – la Confédération nationale de l'artisanat et Lega di Cooperative.

Durant ses deux années de vie, le projet INTACT s'est traduit par plusieurs activités (des ateliers internationaux, des activités locales, une école d'été) organisées aux différents endroits de l'Europe sur des thématiques parmi lesquelles : la citoyenneté participative, les initiatives économiques locales et les relations internationales avec les autorités locales.

A la fin de l'activité, les 20 partenaires du projet (des ONG et des autorités locales), de 7 pays européens, avaient obtenu des relations plus étroites liées à la participation des citoyens, à la promotion des valeurs européens et au processus d'intégration.



LA MOBILITE ET LE VOLONTARIAT DANS LE JUMELAGE DE VILLES. LA CONFERENCE DU PROJET STAND.UP, A VENICE (le 15-16 novembre)

Le 15-16 novembre, à Venise, l'AADL a organisé la conférence « La mobilité et le volontariat dans le jumelage de villes – Des échanges méthodologiques entre les autorités locales et la société civile ». Les objectifs de l'événement étaient la

promotion de la mobilité et du volontariat, le renforcement de la participation civile à des jumelages européens pour ainsi approfondir la coopération entre les pouvoirs locaux et les organisations de la société civile.

La conférence a été organisée comme événement du projet « STAND.UP : Strengthening Twinning and Networking for Development Agreements. United in Partnership » financé par « l'Europe pour les citoyens » et mis en œuvre par l'AADL et 17 partenaires internationaux.

STAND.UP souhaite la promotion de la participation citoyenne et le partenariat avec les institutions locales et européennes, à travers un débat sur des thèmes concernant le jumelage de villes.

Les deux moments de l'activité ont été (1) les interventions des représentants officiels des pouvoirs locaux et européens et (2) l'échange de bonnes pratiques associées à la mobilité et au volontariat (pratiques présentées par le délégués des associations européennes et internationales). Pour la séance de l'échange de pratiques, les participants ont été divisés en trois groupes de travail.



« LE PASSE SOUS SILENCE – DEFIS ET OPPORTUNITES POUR LES INSTITUTIONS ET LES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE », conférence finale du projet PEACE (à Strasbourg, le 22-23 novembre 2011)

Les objectifs principaux du projet PEACE, mis en œuvre par l'Association des agences de la démocratie locale, et conclu avec la conférence à Strasbourg du 22-23 novembre, ont été (1) de réexaminer l'histoire contemporaine des pays européens pour renforcer les notions de paix, de tolérance et de participation, (2) d'aider à la construction d'une Europe toujours plus cohérente, stable et prospère.

Le sujet débattu, par cette conférence et par le projet entier, a été la mémoire active. Pour cela, les participants ont représenté plusieurs pays européens et plusieurs métiers de la mémoire active ou de l'éducation (des éducateurs, des professeurs, des chercheurs, des conservateurs et des enseignants pour la paix).

La conférence a contribué à la définition du « bon usage des différentes versions de l'Histoire » à travers des exposés sur comment traiter le « passé sous silence », en Europe, et à travers des séances d'échanges d'informations.

Les participants ont été encouragés à présenter leurs expériences dans des groupes de travail différents. Les thèmes à débattre étaient la mémoire et sa relation avec la citoyenneté participative mais aussi les droits de l'homme et la paix.

Puisque l'objectif était également le développement d'activités remarquables dans le domaine, la conférence a utilisé des méthodes comme la « table-ronde » et le « groupe de travail » (deux méthodes qui favorisent une grande variété de discussions multilatérales et/ou spécifiques).

Les participants ont aussi eu la possibilité de visiter le Mémorial de l'Alsace-Moselle.



LES MIGRANTS EN EUROPE, L'INTEGRATION COMME INCLUSION. ATELIER FINAL DU PROJET GOAL (à Bucarest, le 12-13 novembre)

L'activité finale du projet « GOAL : Granting Opportunities for Active Learning », dont l'AADL est le chef de file, a été l'atelier international organisé à Bucarest le 12 et le 13 novembre.

A cause d'un taux bas de fertilité et d'une longue espérance de vie, l'Europe se trouve face au vieillissement de sa population. Sa population active, aujourd'hui estimée à 303 millions dans tous les 27 pays-membres, sera diminuée par 6 millions en 2020 (à 297 millions de personnes). Une population active moins nombreuse est l'équivalent d'une croissance économique diminuée : la migration économique est donc nécessaire pour soutenir la croissance économique européenne.

Les flux migratoires qui affectent le continent ne tiennent pas compte du besoin de main-d'œuvre car ils ont leurs origines dans le besoin des populations du tiers-monde d'échapper la pauvreté et d'aller à la recherche des libertés.

Quelle est la situation en Europe et comment peut-on l'améliorer ? En Europe, le débat sur une politique européenne de gestion de la migration a été activé il y a plusieurs années mais les pays-membre ne sont pas encore tombés d'accord sur la solution. Chaque pays doit s'occuper lui-même des problèmes issus de la migration (clandestinité et contraventions), actuellement aggravés par la profonde crise économique. Pour répondre à ces questions, l'AADL a pensé le projet GOAL qui cherche à améliorer la situation des migrants en Europe en leur donnant l'occasion de discuter leur situation et à proposer des solutions potentielles.

Pour ce projet, des groupes citoyens de 6 pays-membres ou candidats (la France, la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie et la Grèce) se sont rencontrés pour parler autour de la situation d'immigrés dans leurs pays. Les membres des groupes de travail étaient eux-mêmes des immigrés. A partir des réflexions, les différents partenaires ont préparé des recommandations aux décideurs européens sur comment améliorer la situation.

L'atelier final de GOAL a représenté l'occasion idéale pour présenter les recommandations aux professionnels en matière de migration, aux citoyens concernés et aux décideurs. Les participants, organisés en trois groupes de travail, ont porté des conversations sur (1) le dialogue interculturel, (2) la participation politique et (3) l'accès aux services et sur le marché de travail.



EXPERT, UN EVENEMENT EUROPEAN A AIX-EN-PROVENCE (le 11-15 novembre 2011)

La Mission développement touristiques & international (MDTI) de la Ville d'Aix-en-Provence a organisé pour la première fois l'événement EXPERT, cofinancé par l'Union européenne, du 11 au 15 novembre 2011. Ce projet associe les six villes jumelles et en coopération décentralisée avec Aix en Provence (Bath – Royaume Uni ; Grenade – Espagne ; Coïmbra – Portugal ; Pérouse – Italie ; Tübingen – Allemagne ; Pécs - Hongrie) et s'articulera autour de trois grands thèmes. L'AADL (représentée par Mme. Valmorbidia, Directrice de l'AADL) a participé au troisième et dernier événement, une journée de réflexion et de débat sur le volontariat et le bénévolat. Une première action, ambitionnant le partage de l'art culinaire, avec les 11 et 12 novembre, six chefs aixois et six autres chefs européens qui associeront leurs talents et leurs compétences pour proposer à leurs clients, dans chacun des restaurants partenaires, une création à "quatre mains". Un second temps, le lundi 14 novembre, autour d'un échange d'expériences sur le thème de l'espace urbain (sur invitation), non ouvert au public. Il permettra à des élus et des techniciens des sept villes de

travailler sur des problématiques communes. Enfin, pour conclure ce tour d'Europe en 5 jours, le 15 novembre à l'amphithéâtre de l'IUFM, une journée de réflexion et d'échanges sur le volontariat et le bénévolat sera ouverte au public en présence des principaux acteurs, tant locaux qu'europeens, de cet engagement citoyen. Plusieurs représentants associatifs, élus, présidents de structures nationales et locales (France Bénévolat – France Volontariat – Pays d'Aix Association, Association des Jumelages...) et universitaires des villes partenaires, apporteront leurs témoignages et leurs visions afin d'alimenter le débat sur l'éventualité d'une politique publique européenne commune dans ce secteur d'activité.

LES NOUVELLES DES ADL



L'ADL NIŠ REJOIND LE RESEAU MORE CITIZENSHIP

Après avoir participé au partenariat qui a mis en œuvre un projet du Service volontaire européen, l'ADL CSS à Niš a été invitée par l'association « Mais Cidadania » à rejoindre leur réseau international « More citizenship Network ». Créé en 2008, ce réseau met en contact direct des partenaires internationaux avec l'organisation portugaise pour délibérer et approfondir des thèmes liés à la

citoyenneté mais aussi pour aller en quête de stratégies en réponse aux défis locaux et européens.

L'ADL à Niš souhaite partager son expérience avec d'autres membres du réseau en réalisant des projets et des activités autour la citoyenneté, la participation de la jeunesse, le dialogue interculturel, le partage culturel et l'inclusion sociale.



L'ADL A MOSTAR : DEUXIEME TABLE RONDE DU PROJET POPOWO (PEOPLE ORGANIZE PREVENTION OF WATER OVERFLOW) à Trebinje, en Bosnie-Herzégovine, le 14 décembre 2011

La deuxième table ronde du projet « Popowo » (People Organize Prevention of Water Overflow) a eu lieu à Trebinje (BiH), le 14 décembre 2011. La table ronde a cherché l'établissement du dialogue parmi les différentes parties pour prévenir les inondations dans la zone de Popovo. Le financement a été accordé par l'UE et l'Ambassade de la Norvège.

Le projet Popowo a été développé pour assurer une communication transparente entre les parties prenantes de la région autour le problème de l'inondation des terrains agricoles. Les autres objectifs étaient la création de réseaux informels et le soutien des organisations d'agriculteurs, agricoles et des coopératives, et de toute autre affaire de la région de Popovo.

« Popowo » est développé et mis en œuvre par l'Association de l'entrepreneuriat et du business Link Mostar, l'Agence de la démocratie locale à Mostar et le Centre pour le développement de l'Herzégovine à Trebinje avec le but d'encourager le dialogue sur des questions complexes et d'impact pour le développement socio-économique d'une grande partie de l'Herzégovine.



APPELS A PROJETS

15/12/2011 - Deadline for sending your expression of interest - 01/01/2012

ALDA call for Partnership: Strengthening The Capacities Of Non-State Actors: The Programme "Non-State Actors And Local Authorities In Development" And The Neighbourhood Civil Society Facility

15/12/2011 - Deadline for sending your expression of interest - 01/01/2012

ALDA call for partnership: Non-State Actors and Local Authorities in Development

15/12/2011 -

Deadline for sending your expression of interest - 15/01/2012

ALDA call for partnership: Europe for Citizens Programme 2007-2013. Action 1, Measure 1.2 Thematic Networks of Twinned Towns.